

# Bachar El Assad, le dictateur chéri

mercredi 20 avril 2011, par [Ariane Bonzon](#)

**Face aux manifestations en Syrie, la communauté internationale se tait. Ce régime autoritaire dont la duplicité, la brutalité et l'absence de scrupules sont la marque de fabrique depuis des décennies semble convenir à tout le monde... sauf aux Syriens.**

Il ne croit sans doute pas un mot de ce qu'il dit, Bachar el-Assad. Mais c'est dans les vieilles marmites qu'on fait les bonnes soupes. Et la vieille marmite pour le président syrien, c'est celle du « complot » dont la Syrie serait l'objet. Un « très grand complot dont les fils s'étendent très loin dans certains pays et même à l'intérieur du pays », a-t-il déclaré le 30 mars. Avec, en guise de soupe, un appel à l'unité nationale face au risque de « sédition » et de « chaos ».

Or depuis le 15 mars, si « conspiration » internationale il y a, ce serait plutôt celle du silence. Comme si personne -hormis les manifestants syriens- ne souhaitait la chute de l'un des régimes les plus opaques, autoritaires et corrompus du monde.

Pourtant, à la différence d'autres pays arabes, tels son voisin jordanien ou encore son rival égyptien, le régime syrien est officiellement toujours en guerre avec Israël. Pourtant, à la différence de l'Arabie saoudite et du Qatar, il constitue, avec l'Iran, l'axe anti-américain. Pourtant, c'est la Syrie qui assure, bon an mal an une base arrière à la « résistance » armée du Hamas et du Djihad islamique palestiniens.

Le mois dernier encore, ce sont des djihadistes du Yémen, qui auraient été formés par les services syriens, qui ont commis un attentat à la voiture piégée en Irak. Et c'est par la Syrie que peuvent transiter les armes destinées au Hezbollah libanais : pas plus tard que le 20 mars, un avion cargo iranien à destination de la Syrie et bourré d'armes était intercepté par les autorités turques.

Mais les Etats-Unis et Israël autant que les pays arabes et l'allié iranien font profil bas. Pas question d'attiser le feu du changement en Syrie. Tout au contraire même.

Hillary Clinton qualifie Bachar el-Assad de « réformateur », une allusion aux timides réformes économiques que ce dernier a tentées ces dernières années. Et la secrétaire d'Etat américaine précise bien que les Etats-Unis n'ont aucunement l'intention d'intervenir en Syrie.

Un zeste provocateur, et lucide, le quotidien israélien Haaretz rappelle que Bachar el-Assad est somme toute « notre dictateur favori ».

## Ne pas mettre d'huile sur le feu

Certes, la Syrie dénonce l'annexion du Golan par Israël en 1981, jamais reconnue par la communauté internationale et fait officiellement du départ des troupes israéliennes du plateau syrien le préalable à toute négociation ; mais cette frontière est la plus tranquille des frontières qui borde l'Etat hébreu, plus vulnérable au sud, sur sa frontière avec l'Egypte et au nord sur celle avec le Liban.

Sa visite tiendrait presque de la partie de campagne. Si le temps le permet, on peut assister aux conversations échangées par porte-voix entre membres d'une de ces nombreuses familles druzes, séparés depuis la guerre des Six Jours, en 1967, les uns restés en Syrie, les autres sous occupation israélienne.

Et puis, il y a Ryad, qui s'est empressé de téléphoner à Damas. Ne surtout pas mettre de l'huile sur le feu, semble penser la dynastie saoudienne actuellement aux prises avec l'Iran qui l'a accusée d'avoir envoyé

des troupes à Bahrein -où les deux pays sont influents, le premier auprès de la famille régnante, sunnite, le second dans la population à majorité chiite.

En téléphonant à Damas, Ryad rassure l'allié syrien d'Ahmadinejad, et les Etats-Unis, très inquiets de la tension irano-saoudienne.

## **L'Iran ? Chut...**

L'Iran se tient coi, préoccupé par les Frères musulmans syriens. Ceux-ci, réprimés dans le sang en 1982, semblent ici plus actifs et plus visibles qu'ils ne le furent durant les révoltes de Tunisie et d'Égypte. Et Téhéran sait que s'ils venaient à prendre plus de pouvoir, ils pourraient bien vouloir couper le cordon avec l'Iran chiite.

Enfin, last but not least dans la région, le nouveau Premier ministre libanais, un homme d'affaires qui connaît bien Bachar el-Assad, s'abstient également de commenter publiquement les événements syriens.

Il s'est attelé à constituer un nouveau gouvernement. Or l'une des lignes de fracture de la scène politique libanaise sépare toujours les pro-syriens des anti-syriens.

La révolte pourrait lui compliquer encore un peu plus la tâche. Car Damas a toujours une force capacité de nuisance sur le terrain libanais, malgré le départ de ses troupes en 2005. Même réserve du côté du Hezbollah qui sait que la chute du régime monolithique syrien risquerait de lui coûter une courroie de transmission vitale avec l'Iran.

Quant à l'Union européenne, qui s'est engagée dans plusieurs programmes de coopération avec la Syrie, elle espérait encore récemment pouvoir faire aboutir un accord d'association avec Damas. C'est d'ailleurs au Président français, Nicolas Sarkozy, que Bachar el-Assad doit d'avoir, tout comme Mouammar Kadhafi, repris pied dans le jeu occidental, lors du sommet fondateur de l'Union pour la Méditerranée, à Paris en 2008.

Et le Premier ministre turc, Tayyip Erdogan, tenta la même année, sans succès, une médiation entre Israël et la Syrie. Dès le début des révoltes, Ankara a d'ailleurs dépêché à Damas un des chefs du MIT (l'organisation nationale de renseignement turque) ainsi que son ministre des Affaires étrangères.

## **Fournir des conseils pratiques aux Syriens ?**

A leur tour, comme Michèle Alliot-Marie l'avait proposé pour la Tunisie, les Turcs pourraient vouloir donner quelques conseils « pratiques » aux Syriens et suivre de très près ce qui se passe dans les zones kurdes de Syrie, à la frontière turque. Celles-ci ont commencé à bouger, vendredi 1<sup>er</sup> avril. Une hantise pour le gouvernement d'Ankara qui redoute que les Kurdes de Turquie -sept à dix fois plus nombreux qu'en Syrie, selon les estimations- ne se mobilisent également à deux mois des élections législatives.

La Syrie ne coupe pas à l'effet domino, mais elle tient plus, à elle toute seule, du casse-tête chinois en bois qui se disloque si on en détache une pièce, tant chaque morceau est imbriqué aux autres et entraîne les autres dans sa chute.

Pour ses voisins turc, perse et arabes, comme pour Israël et les Occidentaux, mieux vaut un dictateur qui n'agit fondamentalement pas à l'encontre de leurs intérêts géo-stratégiques que l'aventure.

Or tout autoritaire et opaque qu'il soit, le régime syrien est « balisé », « carré ». D'autant qu'il perdure depuis plus de quarante ans, depuis le coup d'Etat mené par Hafez el-Assad, en 1970.

Malgré quelques tentatives timides d'ouverture, son fils Bachar el-Assad gouverne à peu de choses près avec les mêmes clans, les mêmes réseaux, le même système de clientélisme que son père.

Autrement dit, « on connaît ». Sans doute, joue-t-il plus facilement sur les deux tableaux, l'oriental et l'occidental. Une rhétorique assez habile dont Bachar el-Assad récolte le fruit aujourd'hui avec l'attitude prudente, voire compréhensive, de la communauté internationale.

En parlant d'un complot international, le président syrien veut rappeler à son peuple qui en tire une certaine fierté nationale, qu'il ne s'est, lui -à la différence des autres leaders arabes- ni compromis avec les Etats-Unis, ni avec Israël.

## **Une vieille tactique**

En invoquant un complot interne, il agite le spectre d'une longue et sanglante guerre civile à l'irakienne ou à la libanaise dans un pays majoritairement sunnite, dirigé par une minorité alaouite (apparentée au chiisme) accrochée au pouvoir, et quelque trois millions de chrétiens relativement protégés. Une menace très concrète pour les Syriens qui assistent au déferlement des réfugiés irakiens (autour d'un million en Syrie), parmi lesquels des chrétiens en très grand nombre.

Mais surtout, ce supposé complot permet à Bachar el-Assad de justifier le maintien de l'état d'urgence, mis en place en 1963. Tout au plus tentera-t-il d'y porter quelques modifications cosmétiques. Car abroger cette loi d'exception, c'est-à-dire introduire le multipartisme, la liberté d'expression et de la presse, réduire le pouvoir des omniprésents et détestés « Moukhabarat » (agents des renseignements), ou encore libérer les prisonniers politiques, serait ouvrir la boîte de Pandore et signer la fin d'un régime ultra-centralisé et monopolistique.

La méthode est éculée. Si elle réussit une nouvelle fois, avec le fils comme avec le père, ce sera parce que ce régime autoritaire convient finalement à beaucoup de monde -exceptés à de nombreux Syriens. Mais ceux-ci ne crient pas encore, comme l'ont fait les Tunisiens et les Egyptiens, qu'ils n'ont plus peur.

[\*Article paru sur Slate.fr\*](#)

---

### **Sources**

Source : Slate.fr, le 06/04/2011